



Jeudi 28 mars a été rendu public, dans le cadre de la semaine des alternatives aux pesticides un appel de plus de 700 soignants à l'initiative de l'association Alerte des médecins sur les pesticides.

Appel d'indignation devant le déni des connaissances scientifiques que supposent les décisions du gouvernement prises en réponse à la crise agricole. Coup d'arrêt à la réduction de l'usage des pesticides (mise en pause » d'Ecophyto, tentative de muselage de l'Anses) et satisfaction des désirs de l'agriculture la plus productiviste (reculs multiples concernant les haies, les jachères, les zones humides...et mégabassines) constituent les mesures les plus marquantes.

Les soignants signataires de ce texte considèrent que celles-ci sont irresponsables en regard des données scientifiques fournies par l'INRAE et par l'INSERM. Les unes portant sur le lien entre l'exposition aux pesticides et la biodiversité, les autres sur le lien avec la santé humaine. Ils pensent aussi que ces mesures sont probablement loin de faire l'unanimité dans le monde agricole. Celui-ci étant tout de même le premier concerné et le premier impacté par les pathologies liées aux pesticides, mais aussi par la perturbation des écosystèmes.

Appel à la mobilisation des soignants :

En s'appuyant sur une agriculture plus respectueuse du vivant comme l'est l'agriculture biologique, ils désirent faire avancer, avec d'autres un certain nombre de chantiers :

- celui de la protection des fœtus par les ordonnances vertes : celles-ci associent conseils pour limiter l'exposition aux perturbateurs endocriniens et fourniture d'un panier Bio pour la durée de la grossesse.
- celui de permettre par la restauration collective, l'accès du plus grand nombre à une alimentation Bio. Ces deux premiers chantiers s'inscrivent dans la lutte contre les inégalités sociales de santé.
- la protection des riverains de zone d'agriculture intensive, sujet au point mort depuis des années. Ils désirent aussi lutter contre la sous-déclaration des maladies professionnelles agricoles et obtenir des avancées en matière de réglementation en particulier des perturbateurs endocriniens.

En rendant public cet appel ils demandent maintenant aux infirmier.es, sage-femmes, orthophonistes, médecins de les rejoindre, pour faire avancer ces questions de santé publique qui concernent chacun de leurs patients.

Contact presse : Docteur PERINAUD Pierre-Michel 06 31 23 66 72